

Résultats Annuels 2010 : Amélioration de la performance industrielle Des provisions exceptionnelles Une flexibilité financière retrouvée

- ✓ **Performance opérationnelle en progression**
 - Augmentation de la production nucléaire et hydraulique en France : +22TWh (+5%)
 - EBITDA : 16 623 millions d'euros, en croissance organique de 5,2%
 - Résultat net courant : 3 961 millions d'euros, en croissance de 11,3%
 - Résultat net part du Groupe : 1Md€ du fait de provisions exceptionnelles

- ✓ **Provisions exceptionnelles pour risques et ajustements de valeur liés à la dégradation des conditions des marchés de l'électricité et du gaz à l'international**
 - Eléments non récurrents négatifs de 2,9Mds€ (pas d'impact sur le cash flow du Groupe)

- ✓ **Poursuite à rythme soutenu des investissements opérationnels : 12,2Mds€**
 - Croissance de 10% des investissements dans la production et les réseaux en France
 - Des investissements de développement de 3,3Mds€
 - Un important niveau de cash flow opérationnel de 11,4Mds€

- ✓ **Un dividende proposé de 1,15€/ action au titre de 2010 et prime de fidélité de 10% proposée à l'Assemblée Générale pour application au titre de 2013**
 - 0,58 €/ action restant à verser après versement d'un acompte de 0,57 €/ action fin 2010

- ✓ **Un Groupe reconfiguré et un endettement financier net fortement réduit**
 - Un ratio d'endettement financier net sur EBITDA de 1,9* en nette amélioration
 - Un potentiel de croissance renforcé et un profil de risque amélioré

- ✓ **Objectifs financiers pour 2011**
 - Croissance organique de l'EBITDA comprise entre 4 et 6%
 - Ratio d'endettement financier net / EBITDA compris entre 2 et 2,2x
 - Dividende pour 2011 au moins équivalent à celui versé au titre de 2010

L'ensemble des agrégats financiers est défini en page 6 du présent communiqué.

Le Conseil d'administration d'EDF SA, réuni le 14 février 2011 sous la présidence d'Henri Proglio, a arrêté les comptes annuels et les comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2010.

Evolution des résultats annuels du groupe EDF

| <i>En millions d'euros</i> | 2009 | 2010 | Evolution | Evolution organique |
|--|-------------|-------------|------------------|----------------------------|
| Chiffre d'affaires | 59 140 | 65 165 | +10,2% | +4,6% |
| EBITDA (Excédent brut d'exploitation) | 15 929 | 16 623 | +4,4% | +5,2% |
| Résultat net part du Groupe | 3 902 | 1 020 | -73,9% | |
| Résultat net courant | 3 558 | 3 961 | +11,3% | |

| | 31/12/2009 | 31/12/2010 | |
|---|-------------------|-------------------|-------------|
| Endettement Financier Net (Md€) | 42,5 | 34,4 | |
| Ratio d'endettement (Endettement Financier Net/EBITDA) | 2,5 | 2,2 | 1,9* |

* Ajusté (voir page 6).

L'ensemble des agrégats financiers est défini en [page 6](#) du présent communiqué.

Henri Proglio, PDG d'EDF, a déclaré : « 2010 a été l'année des grands chantiers, qui ont permis au Groupe de retrouver une situation financière assainie. Trois opérations majeures - la vente des réseaux de distribution d'électricité au Royaume-Uni, la cession en cours de notre participation dans EnBW en Allemagne et l'affectation de 50 % de RTE au portefeuille d'actifs dédiés - ont en effet conduit à un désendettement global du Groupe de près de 20 milliards d'euros. 2010 a également été marqué par la poursuite des investissements opérationnels à un rythme soutenu, permettant ainsi à EDF d'améliorer sa performance industrielle, en particulier dans le nucléaire en France. Le Groupe ainsi reconfiguré présente de bonnes perspectives de croissance pour 2011. Il a retrouvé les marges de manœuvre nécessaires pour déployer une stratégie industrielle de développement rentable en France et à l'international, tout en continuant à veiller sur ses intérêts patrimoniaux dans le cadre de la réforme du marché de l'électricité engagée en France ou du renouvellement des concessions hydrauliques. »



Des résultats opérationnels en progression en 2010

En dépit de marchés énergétiques internationaux difficiles, le Groupe enregistre une progression significative de ses résultats opérationnels, avec notamment une croissance organique de son EBITDA de 5,2% à 16,6 milliards d'euros, supérieure aux objectifs du Groupe.

Ceci reflète la nette amélioration de la production nucléaire et hydraulique en France, en croissance de 22TWh, dont 18 TWh de production nucléaire, qui atteint ainsi 408TWh. La disponibilité nucléaire (kd) se redresse à 78,5% contre 78% en 2009. Le programme en cours de remplacement de gros composants et le déploiement graduel de nouvelles méthodes d'optimisation de la gestion des arrêts de tranche et de maintenance devraient contribuer à améliorer, dans la durée, la performance du parc en France.

L'EBITDA réalisé par les activités en France enregistre ainsi une progression de 7,7% après prise en compte de la provision complémentaire au titre de l'extension du TaRTAM.

Les activités régulées ont été particulièrement dynamiques, avec une forte hausse de 17,2%.

Hors de France, la situation est plus contrastée. Le Royaume-Uni, dont la performance est pénalisée par l'arrêt fortuit d'une de ses centrales nucléaires, comme l'Italie[†], dont l'EBITDA serait en recul sans l'effet positif d'une indemnisation reçue en 2010, souffrent en raison de conditions de marché difficiles. EDF Trading enregistre également un recul de ses résultats (-30,8%). En revanche la Belgique, les pays d'Europe centrale et orientale et EDF Energies Nouvelles, qui poursuit son développement à un rythme soutenu, enregistrent des progressions significatives avec des hausses de 13,2% pour la Pologne notamment et de 34,5% pour EDF Energies Nouvelles.

Au total, l'EBITDA hors de France s'inscrit en repli de 0,4% et de 4,1% à périmètre et change constants.

Le résultat net part du Groupe intègre des éléments non récurrents pour 2,9 milliards d'euros et s'établit donc à 1 milliard d'euros. Les éléments non récurrents n'ont pas d'incidence sur le cash flow opérationnel du Groupe et sa capacité à dégager ultérieurement des résultats.

Le résultat net courant du Groupe s'établit à 3 961 millions d'euros et progresse de 11,3%. Cette croissance marque une inflexion de tendance après 2 années consécutives de recul du résultat net courant.

Ajustés au nouveau périmètre, l'EBITDA s'élève à 14 156 millions d'euros et le résultat net courant à 3 105 millions d'euros[‡].

Provisions exceptionnelles pour risques et ajustements de valeur liés à la dégradation des conditions des marchés de l'électricité et du gaz à l'international

En dépit de la reprise économique constatée en 2010 dans les principaux pays où opère EDF, après une année 2009 marquée par la récession, la demande d'électricité et de gaz n'a pas retrouvé ses niveaux d'avant-crise. Les prix de l'électricité sur les marchés, quoiqu'en hausse, restent peu élevés en Europe et sont pénalisés durablement aux Etats-Unis en raison de l'essor de la production de gaz non conventionnels.

Ce constat ainsi que les fortes incertitudes quant aux perspectives à moyen terme sur les marchés énergétiques ont conduit le Groupe à enregistrer dans ses comptes 2010 des provisions pour risques et des dépréciations d'actifs. Celles-ci concernent principalement les Etats-Unis (1 042 millions d'euros),

[†]Le Conseil d'administration d'arrêté des comptes 2010 d'Edison n'ayant pas eu lieu à la date de publication du présent communiqué, les chiffres correspondants sont issus de comptes provisoires.

[‡] Par convention, le produit net de cession est rémunéré à 1% avant impôt.



l'Italie (915 millions d'euros) et, dans une moindre mesure, d'autres marchés principalement européens. Avec la provision liée aux extensions du TaRTAM et l'effet du reclassement en résultat sur les réseaux britanniques des écarts de conversion négatifs accumulés en capitaux propres (395 millions d'euros), les éléments non récurrents de l'exercice s'élèvent à 2 905 millions d'euros nets d'impôt. Par ailleurs, les effets liés à la volatilité IAS 39 sont peu significatifs sur l'exercice 2010 (à la différence de 2009).

Eléments non récurrents nets d'impôts

| <i>En millions d'euros</i> | 2009 | 2010 |
|--|-------------|----------------|
| Etats-Unis (Unistar, CENG) | (174) | (1 042) |
| Italie | (21) | (915) |
| Autres | 177 | (304) |
| Extensions TaRTAM net d'impôt | 0 | (249) |
| Total éléments non récurrents hors écarts de conversion | (18) | (2 510) |
| <i>Reclassement en résultat des écarts de conversion accumulés en capitaux propres</i> | 0 | (395) |
| Total éléments non récurrents | (18) | (2 905) |

Poursuite des investissements opérationnels

Le Groupe a poursuivi à un rythme soutenu ses investissements opérationnels en France, à l'international et dans les autres activités. Ceux-ci se sont élevés à 12,2 milliards d'euros en 2010.

En France, le Groupe a investi 7,9 milliards d'euros dans son outil de production et dans les réseaux de transport et de distribution, soit une croissance de 10% par rapport à 2009.

Le Groupe a consacré 3,3 milliards d'euros à ses investissements de développement dans de nouveaux moyens de production nucléaire (principalement Flamanville 3 en France), d'énergies renouvelables au travers de sa filiale EDF Energies Nouvelles et de production thermique en France (cycles combinés à gaz de Martigues et de Blénod) et au Royaume-Uni (cycle combiné à gaz de West Burton).

Le montant des investissements cumulés du groupe EDF dans de nouveaux moyens de production non encore mis en service et ne contribuant pas encore aux résultats et au cash flow opérationnel du Groupe s'élevait à 6,7 milliards d'euros à fin 2010.

Le Groupe a dégagé un cash flow opérationnel stable de 11,4 milliards d'euros en 2010, qui autofinance dans une large mesure ses investissements opérationnels à l'échelle du Groupe. En France, toutefois, en dépit de l'amélioration de la performance industrielle, les ressources financières dégagées par l'exploitation ne couvrent pas l'ensemble des besoins industriels et financiers (notamment les besoins de dotations financières aux actifs dédiés). L'endettement des activités opérationnelles en France s'est ainsi dégradé en 2010.



Dividende stable au titre de 2010 et proposition de dividende majoré

Conformément à l'objectif annoncé de stabilité du dividende pour 2010, le Conseil d'administration d'EDF proposera le versement d'un dividende total de 1,15 € à l'Assemblée générale des actionnaires du 24 mai 2011. Ceci représente un taux de distribution de 53,7% du résultat net courant du Groupe en 2010.

En tenant compte du versement d'un acompte sur dividende de 0,57 € par action, décidé par le Conseil d'administration du 30 novembre 2010, le dividende restant à payer sera ainsi de 0,58 € par action.

Le Conseil d'administration d'EDF proposera par ailleurs à l'Assemblée générale des actionnaires du 24 mai 2011 de modifier les statuts d'EDF afin d'y insérer le dispositif de versement d'un dividende majoré aux actionnaires détenant leurs titres au nominatif depuis au moins 2 ans. Le nombre d'actions éligibles à la majoration de 10% ne peut excéder, pour un même actionnaire, 0,5% du capital social. En cas d'approbation par l'Assemblée générale, le premier dividende majoré ne pourra être attribué avant la clôture du deuxième exercice suivant la modification des statuts, soit en 2014 pour le dividende qui sera distribué au titre de l'exercice 2013.

Un Groupe reconfiguré et un endettement fortement réduit

Le groupe EDF a réalisé des opérations structurantes afin d'améliorer son profil de croissance et sa structure financière.

EDF a ainsi cédé le 29 octobre 2010 ses réseaux de distribution au Royaume-Uni au groupe CKI pour une valeur des fonds propres de 3,2 milliards de livres sterling (3,7 milliards d'euros) induisant une réduction de son endettement de 6,7 milliards d'euros. EDF a également engagé la cession de sa participation dans EnBW en Allemagne. Dans un contexte marqué à la fois par l'entrée en négociation d'un nouveau pacte d'actionnaires et par un marché allemand incertain, notamment sur le plan réglementaire (taxe électronucléaire), l'offre du Land de Bade-Wurtemberg pour le rachat de la quote-part EDF dans EnBW est apparue attractive. L'accord du 6 décembre 2010 devrait se traduire dans les prochains jours par la vente d'EnBW au Land et par une réduction de l'endettement du Groupe de 7,3 milliards d'euros (impacts de 0,2 milliard d'euros en 2010 et 7,1 milliards d'euros en 2011).

Par ailleurs, le Groupe a décidé d'affecter 50% des titres RTE à son portefeuille d'actifs dédiés destinés à couvrir certaines charges futures relatives à l'aval de son cycle nucléaire. Cette affectation permet d'améliorer l'efficacité du portefeuille en réduisant le risque global, par l'inclusion d'une classe d'actifs d'infrastructures représentés par RTE, dont la rentabilité prévisible est faiblement corrélée aux actions et obligations qui représentaient l'essentiel du portefeuille avant cette opération. Elle permet de limiter les dotations futures aux actifs dédiés de 2,3 milliards d'euros.

A l'occasion de cette affectation, l'Etat a souhaité un changement de gouvernance concomitant de RTE au 31 décembre 2010, se traduisant par une augmentation du nombre des représentants de l'Etat au Conseil de surveillance, désormais au nombre de 4, soit au même niveau que ceux d'EDF et des salariés. Ne bénéficiant plus de la majorité au Conseil de surveillance de RTE, le groupe EDF est conduit à ne plus consolider RTE par intégration globale, mais par mise en équivalence. Ce changement de mode de consolidation effectif au 31 décembre 2010 conduit notamment à la déconsolidation de la dette financière nette de RTE dès l'exercice 2010 et permet de réduire le ratio d'endettement financier net sur EBITDA du Groupe EDF. Il se traduira, à partir de l'exercice 2011, par l'absence, entre autres, de



consolidation du chiffre d'affaires et de l'EBITDA de RTE dans les comptes du groupe EDF. En revanche, il sera sans effet sur la contribution de RTE au résultat net du groupe EDF.

La mise en équivalence de RTE et l'apport de 50% des titres aux actifs dédiés permettent une réduction de l'endettement du Groupe de 6,3 milliards d'euros au 31 décembre 2010.

A l'issue de cette affectation, le Groupe conserve 100% du capital de RTE et le modèle intégré d'EDF en France – amont, réseaux, aval – est préservé.

Au total, l'ensemble de ces opérations réduira de près de 20 milliards d'euros l'endettement du Groupe. L'endettement du Groupe a été ramené de 42,5 milliards d'euros en 2009 à 34,4 milliards d'euros à fin 2010, avant encaissement du produit de la cession d'EnBW. Le ratio ajusté d'endettement (y compris la trésorerie à recevoir en 2011 au titre de la cession d'EnBW) sur EBITDA s'établit à 1,9, en nette amélioration par rapport à fin 2009 (2,5) et inférieur à l'objectif communiqué de 2,5 à 3.

Le Groupe est ainsi reconfiguré, avec un endettement financier net fortement réduit et des perspectives de croissance significative.

Définition des agrégats financiers

L'exercice 2010 est marqué par trois opérations majeures relatives au périmètre d'activité du Groupe (cession des réseaux britanniques, accord de cession d'EnBW et changement de gouvernance de RTE) qui, au même titre que les changements de méthodes comptables ou de présentation, affectent la comparabilité des exercices 2009 et 2010. La cession en cours d'EnBW et son reclassement en « Activité en cours de cession » a notamment conduit à modifier les données comparatives telles que publiées en 2009.

- Croissance organique

La croissance organique représente la croissance hors effets de périmètre et de change et des extensions du dispositif TaRTAM (lois des 7 juin et 7 décembre 2010).

- Données 2009

Les données comparatives présentées au titre de l'exercice 2009 sont retraitées des impacts de l'application des interprétations IFRIC 18 « Transferts d'actifs provenant de clients » et IFRIC 12 « Accords de concession de services » et de la norme IFRS 5 « Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées », ainsi que du changement de présentation dans le compte de résultat consolidé consistant à isoler les effets de la variation nette de juste valeur sur instruments dérivés Energie et Matières Premières hors activités de trading (IAS 39).

- Résultat net courant

La définition du résultat net courant a été revue en 2010. Il correspond au résultat net part du Groupe hors éléments non récurrents et hors variation nette de juste valeur sur instruments dérivés Energie et Matières Premières hors activités de trading nets d'impôts (IAS 39).

- Ajusté

Les données ajustées sont un pro forma 2010 réalisé au périmètre 2011 hors réseaux britanniques, RTE et EnBW.

Par convention, le produit net de cession est rémunéré à 1% avant impôt.



Objectifs financiers 2011

Les réalisations de 2010 conduisent le Groupe à se fixer, pour 2011, les objectifs suivants de progression de ses résultats ajustés (voir définitions ci-dessus) :

- Croissance organique de l'EBITDA comprise entre 4% et 6%*
- Ratio d'endettement financier net sur EBITDA compris entre 2 et 2,2x
- Dividende pour 2011 au moins équivalent à celui versé au titre de 2010.

**Ces objectifs s'entendent en prenant en compte un prix de départ de l'ARENH à 42 € / MWh qui serait cohérent avec le TaRTAM moyen du portefeuille de clients au TaRTAM dont dispose EDF.*



Principaux résultats du Groupe par segment

En 2010, le Groupe a réalisé 55,5% de son chiffre d'affaires et 60,9% de son EBITDA en France et 44,5% de son chiffre d'affaires et 39,1% de son EBITDA hors de France.

France : progression de l'EBITDA reflétant l'amélioration de la performance opérationnelle (production nucléaire et maîtrise des charges opérationnelles)

| <i>En millions d'euros</i> | 2009 | 2010 | Evolution |
|-------------------------------|--------|--------|-----------|
| Chiffre d'affaires | 34 075 | 36 167 | +6,1% |
| EBITDA | 9 403 | 10 124 | +7,7% |
| <i>Dont EBITDA non régulé</i> | 5 802 | 5 905 | +1,8% |
| <i>Dont EBITDA régulé</i> | 3 601 | 4 219 | +17,2% |

En France, le chiffre d'affaires s'élève à 36,2 milliards d'euros, en croissance de 6,1% par rapport à 2009. L'EBITDA est de 10,1 milliards d'euros, soit une croissance de 7,7%.

Dans les activités non régulées, l'EBITDA s'élève à 5,9 milliards d'euros, en hausse de 1,8% principalement portée par la croissance de la production nucléaire et hydraulique de 22 TWh, avec un impact de 984 millions d'euros. La production nucléaire en 2010 s'établit à 408 TWh, soit une hausse de 4,6% par rapport à 2009, en ligne avec la cible annuelle d'environ 405 à 415 TWh. La disponibilité nucléaire (kd) progresse de 0,5 point à 78,5% et s'inscrit dans la cible de 78,5%-79,5%.

La croissance de l'EBITDA du non régulé est aussi liée à l'évolution des tarifs et des prix (520 millions d'euros). Elle est partiellement limitée par une charge au titre de la prolongation du dispositif TaRTAM (380 millions d'euros)[§].

Dans les activités régulées (réseaux et activités insulaires), l'EBITDA s'élève à 4,2 milliards d'euros (dont 1,5 milliard d'euros de contribution de RTE), en hausse de 17,2% en raison notamment de la hausse du tarif TURPE 3 et d'un effet climatique sur les volumes de +13 TWh. Cette hausse est partiellement compensée par la reprise de provision FACE en 2009 et sans équivalent en 2010.

Les charges opérationnelles (OPEX) en France sont maîtrisées, avec une augmentation limitée de 213 millions d'euros soit +1,5% (hors effet des tempêtes survenues en 2009) et contribuent ainsi à une progression opérationnelle du Groupe meilleure qu'attendue.

[§] La loi du 7 juin 2010 et la loi NOME du 7 décembre 2010 ont prolongé de manière successive le dispositif du tarif réglementé transitoire d'ajustement du marché (TaRTAM) jusqu'à l'entrée en vigueur de l'ARENH.



Hors de France

Hors de France, le chiffre d'affaires s'élève à 29 milliards d'euros, en croissance de 15,7% et de 2,4% en organique. L'EBITDA est de 6,5 milliards d'euros, en légère diminution de 0,4% et de 4,1% en organique.

Royaume-Uni : EBITDA marqué par l'arrêt de Sizewell B

| <i>En millions d'euros</i> | 2009 | 2010 | Evolution | Evolution organique |
|----------------------------|--------|--------|-----------|---------------------|
| Chiffre d'affaires | 11 236 | 10 683 | -4,9% | -4,4% |
| EBITDA | 3 063 | 2 732 | -10,8% | -5,9% |

Au **Royaume-Uni**, le chiffre d'affaires s'élève à 10,7 milliards d'euros, en diminution de 4,9%. Il intègre un effet change positif de 446 millions d'euros lié à l'appréciation de la livre sterling par rapport à l'euro et un effet périmètre négatif de 504 millions d'euros en raison de la cession des réseaux de distribution britanniques (29 octobre 2010) et de la centrale d'Eggborough (31 mars 2010). L'évolution organique du chiffre d'affaires est de -4,4%.

L'EBITDA s'établit à 2,7 milliards d'euros, en baisse de 10,8% par rapport à 2009. Il intègre un effet change positif de 123 millions d'euros et un effet périmètre négatif de 272 millions d'euros lié à la cession des réseaux britanniques et de la centrale d'Eggborough. L'évolution organique est de -5,9%, principalement liée à une forte réduction des volumes dans les activités nucléaires en raison de l'arrêt de la centrale de Sizewell B. Le Royaume-Uni souffre par ailleurs de conditions de marché difficiles.

Contraction des marges en Italie*

| <i>En millions d'euros</i> | 2009 | 2010 | Evolution | Evolution organique |
|----------------------------|-------|-------|-----------|---------------------|
| Chiffre d'affaires | 4 870 | 5 647 | +16% | +15,8% |
| EBITDA | 795 | 801 | +0,8% | +0,6% |

*Le segment « Italie » regroupe Fenice et Edison en quote-part EDF

Le Conseil d'administration d'arrêté des comptes 2010 d'Edison n'ayant pas eu lieu à la date de publication du présent communiqué, les chiffres correspondants sont issus de comptes provisoires.

En **Italie**, le chiffre d'affaires réalisé par le Groupe s'élève à 5,6 milliards d'euros, en hausse de 16% et de 15,8% en organique.

L'EBITDA de l'Italie est de 801 millions d'euros, en légère hausse de 0,8% et de 0,6% en organique.

La progression organique de l'EBITDA de Fenice lui permet de retrouver son niveau de performance opérationnelle de 2008.



L'EBITDA des activités d'Edison dans l'électricité intègre l'impact non récurrent positif de l'indemnisation pour la résiliation anticipée du régime de certaines centrales CIP6** en décembre (+84 millions d'euros). Hors cet impact, Edison enregistre une contraction de ses marges.

L'EBITDA des activités hydrocarbures est en diminution, en raison d'une contraction des marges sur les clients finals et d'une baisse des prix de vente.

Autre International* : croissance de l'EBITDA

| En millions d'euros | 2009 | 2010 | Evolution | Evolution organique |
|---------------------------|-------|-------|-----------|---------------------|
| Chiffre d'affaires | 3 442 | 6 878 | +99,8% | +1,4% |
| EBITDA | 654 | 1 084 | +65,7% | +8,0% |

*Le segment « Autre international » regroupe essentiellement les filiales d'Europe centrale et orientale, du Benelux, de Suisse, d'Autriche, des Etats-Unis, du Brésil et d'Asie.

Le chiffre d'affaires du segment **Autre International** est de 6,9 milliards d'euros, soit deux fois plus élevé qu'en 2009. Il inclut les effets de périmètre positifs résultant des acquisitions de SPE et CENG et du changement de méthode de consolidation d'Estag, passé de mise en équivalence à intégration proportionnelle, et un effet de change positif. La croissance organique du chiffre d'affaires est de 1,4%.

L'EBITDA s'élève à 1,1 milliard d'euros, en hausse de 65,7% et en croissance organique de 8%. Cette croissance est portée en Pologne par des effets climatiques favorables et un développement de la biomasse, en Hongrie par un rétablissement des marges commerciales et par la mise en service aux Pays-Bas des 2 tranches de la centrale CCGT de SLOE (en novembre 2009 et mars 2010 respectivement) pour 870 MW au total. A périmètre constant, la croissance de l'EBITDA de SPE en Belgique est de 36%.

L'EBITDA du segment Autre international est constitué à 42% des contributions des filiales d'Europe centrale et orientale, à 23% de celles des filiales du Benelux et d'Autriche et à 35% de celles issues du reste du monde.

** Les contrats de vente CIP6/92 d'Edison conclus avec le GRTN ont une durée de 15 ans et viennent à échéance entre 2007 et 2018. En 2010, la puissance installée des centrales d'Edison bénéficiant de la subvention CIP6 est d'environ 1,7 GW. Ces contrats bénéficient d'un tarif de vente attractif au regard des prix moyens de marché, d'une priorité d'appel des centrales et d'un complément de rémunération sur les 8 premières années du contrat.



Autres activités* : poursuite de la croissance d'EDF Energies Nouvelles et moindre performance d'EDF Trading

| En millions d'euros | 2009 | 2010 | Evolution | Evolution organique |
|---------------------|-------|-------|-----------|---------------------|
| Chiffre d'affaires | 5 517 | 5 790 | +4,9% | +5,0% |
| EBITDA | 2 014 | 1 882 | -6,6% | -7,1% |

*Le segment « Autres Activités » regroupe essentiellement EDF Trading, EDF Energies Nouvelles, Dalkia, Tiru et Electricité de Strasbourg.

Le chiffre d'affaires du segment **Autres activités** est de 5,8 milliards d'euros, en hausse de 4,9% et de 5% en organique.

L'EBITDA s'élève à 1,9 milliard d'euros, en diminution de 6,6%. Il enregistre une évolution organique de -7,1%, principalement liée à une contribution en baisse d'EDF Trading (-30,8% à 628 millions d'euros), en raison de la forte dégradation des conditions de marché depuis mai 2010.

Par ailleurs, EDF Energies Nouvelles enregistre une croissance organique de 33,3% de son EBITDA, qui bénéficie notamment de la mise en service de nouveaux parcs et de la forte croissance de ses ventes d'actifs structurés. La contribution des autres filiales (principalement Dalkia, Electricité de Strasbourg et Tiru) à l'EBITDA du segment est en croissance organique de 2,9% à 794 millions d'euros.



PRINCIPAUX FAITS MARQUANTS POSTERIEURS A LA COMMUNICATION DU 3^{ème} TRIMESTRE 2010

Le **18 novembre 2010** EDF a annoncé un alignement de son organisation pour accélérer la réalisation des synergies au niveau Groupe. Les trois métiers de la production, de l'aval et des réseaux se voient ainsi confier une mission renforcée dans le pilotage de l'activité et des synergies au niveau mondial, et ceci de façon transverse aux activités géographiques.

Le Comité exécutif du groupe EDF est constitué à fin 2010 de Henri Proglio, Président-Directeur Général, Marianne Laigneau, Directeur des Ressources Humaines Groupe, Pierre Lederer, Directeur Exécutif Groupe Commerce, Optimisation et Trading, Hervé Machenaud, Directeur Exécutif Groupe Production et Ingénierie, Jean-Louis Mathias, Directeur Exécutif Groupe Coordination des activités France, activités IT, gaz et énergies renouvelables, Thomas Piquemal, Directeur Exécutif Groupe Finances, Vincent de Rivaz, Directeur Général d'EDF Energy, Alain Tchernonog, Secrétaire général. Denis Lépée, Conseiller du Président, est Secrétaire du Comité exécutif. Le Comité de Direction Groupe est constitué de l'ensemble des membres du Comité exécutif du Groupe et de : Michèle Bellon, Président du Directoire d'ERDF, Catherine Gros, Directrice de la Communication, Bruno Lescoeur, Directeur Délégué Gaz, Anne Le Lorier, Directeur Délégué Risques et Audit, Philippe Méchet, Directeur des Relations Institutionnelles, Umberto Quadrino, Administrateur délégué d'Edison, Gérard Wolf, Directeur Délégué Développement International. Denis Lépée est Secrétaire du Comité de direction et Alain Tchernonog préside ce comité en l'absence du Président-Directeur Général.

Le Conseil d'administration d'EDF, réuni le **30 novembre 2010** sous la Présidence de Henri Proglio, a décidé de verser un acompte sur dividende de 0,57€/action (1,1 milliard d'euros) au titre de l'exercice 2010.

AREVA et EDF sont convenus le **3 décembre 2010** d'un accord sur la prolongation de l'exploitation de l'usine d'enrichissement d'EURODIF jusqu'à fin 2012 et les conditions de son fonctionnement pour la période 2011-2012.

Le Land du Bade-Wurtemberg a offert de racheter la participation d'EDF International dans EnBW à un prix de 41,5 € par action soit une prime de 18,6 % sur le dernier cours coté et une valeur totale des titres cédés de 4,7 milliards d'euros. Le Conseil d'administration d'EDF, réuni le **6 décembre 2010**, a approuvé cette offre.

La loi NOME (Nouvelle organisation du marché de l'électricité) a été promulguée le **7 décembre 2010**. Ses décrets d'application sont attendus pour 2011.

La loi du 7 juin 2010 et la loi NOME ont prolongé de manière successive le dispositif du tarif réglementé transitoire d'ajustement du marché (TaRTAM) jusqu'à l'entrée en vigueur de l'ARENH, tout en précisant les modalités selon lesquelles les clients désireux de bénéficier de cette prolongation pourraient le faire. Il est notamment précisé que le consommateur ne peut renoncer à ce bénéfice avant l'échéance du 31 décembre 2010 ni modifier ses paramètres tarifaires au cours de cette même période, sauf en cas d'évolution durable de l'activité d'un site. L'impact de l'application de ces lois sur les comptes 2010 est une charge de 380 millions d'euros, dont 115 millions d'euros au titre du premier semestre 2011.

Le complexe hydroélectrique de Nam Theun 2 (Laos) a été inauguré par Choummaly Sayasone, Président du Laos, le jeudi **9 décembre 2010** en présence d'Abhisit Vejjajiva, Premier ministre Thaïlandais, de Pierre



Lellouche, Secrétaire d'Etat chargé du Commerce extérieur, et d'Henri Proglio, Président Directeur Général d'EDF.

Le **17 décembre 2010**, le Groupe a annoncé une extension de 5 ans de la durée d'exploitation de ses réacteurs nucléaires de Heysham 1 et Hartlepool jusqu'en 2019 au Royaume-Uni. La décision, prise par le Conseil d'administration de British Energy, fait suite aux résultats positifs d'études techniques, économiques et de sûreté menées sur ces réacteurs.

Karim Wade, Ministre d'Etat, Ministre de la Coopération Internationale, des Transports Aériens, des Infrastructures et de l'Energie du Sénégal et Henri Proglio, Président Directeur Général d'EDF ont procédé le vendredi **17 décembre 2010** à Paris, à la conclusion d'un accord de coopération entre l'Etat du Sénégal et EDF.

La loi de finances 2011 du **29 décembre 2010** réforme le mécanisme de la CSPE. Cette réforme fait suite notamment au rapport des députés Diefenbacher et Launay (du 28 septembre 2010) qui soulignait la nécessité de respecter le principe de la couverture intégrale des coûts supportés par EDF au titre de ses missions de service public.

Cette loi supprime ainsi le plafond légal et dispose que, lorsque le gouvernement ne donne pas suite à la proposition de la CRE, le montant unitaire proposé par la CRE entre automatiquement en vigueur au 1^{er} janvier dans la limite d'une hausse de 3€/MWh. Cette disposition conduit à une contribution unitaire de CSPE de 7,5€/MWh à partir du 1^{er} janvier 2011.

Un décret du **9 décembre 2010** publié au JO du 10 décembre 2010 a suspendu pour une durée de trois mois l'obligation d'achat d'électricité photovoltaïque, à l'exception des projets inférieurs à 3 kW. Cette période est mise à profit par le gouvernement pour mener une concertation sur l'avenir de la filière, donner de la visibilité aux acteurs de ce secteur et établir un nouveau cadre pour la régulation de cette filière.

Le groupe EDF a procédé le **31 décembre 2010** à l'affectation de 50 % des titres RTE à son portefeuille d'actifs dédiés qui permet de faire face aux charges futures de démantèlement des centrales nucléaires et de l'aval du cycle du combustible nucléaire. La valeur des titres RTE affectés aux actifs dédiés représente 2,3 milliards d'euros. Cette opération, approuvée par le Conseil d'administration d'EDF le 14 décembre, a bénéficié des autorisations administratives nécessaires. Suite à cette opération, RTE reste détenu à 100% par EDF.

Par ailleurs, ne bénéficiant plus de la majorité au Conseil de surveillance de RTE, le groupe EDF n'a plus le contrôle de la filiale, ce qui conduit à ne plus consolider RTE par intégration globale mais à appliquer la méthode de la mise en équivalence. Ce changement de mode de consolidation, effectif au 31 décembre 2010, conduit notamment à la déconsolidation de la dette financière nette de RTE dès le 31 décembre 2010.



L'ensemble des documents de communication des résultats annuels 2010 du Groupe est disponible

sous

<http://finance.edf.com/finance-41326.html>.

Prochaines communications du Groupe :

- La communication du chiffre d'affaires du 1^{er} trimestre 2011 interviendra le 12 mai 2011.
- La présentation des objectifs stratégiques du Groupe interviendra au 2^{ème} trimestre 2011.

Disclaimer

Ce communiqué ne constitue pas une offre de vente de valeurs mobilières aux Etats-Unis ou dans tout autre pays.

Le groupe EDF, un des leaders sur le marché de l'énergie en Europe, est un énergéticien intégré, présent sur l'ensemble des métiers : la production, le transport, la distribution, le négoce et la vente d'énergies. Premier producteur d'électricité en Europe, le Groupe dispose en France de moyens de production essentiellement nucléaires et hydrauliques fournissant à 95 % une électricité sans émission de CO2. En France, ses filiales de transport et de distribution d'électricité exploitent 1 285 000 km de lignes électriques aériennes et souterraines de moyenne et basse tension et de l'ordre de 100 000 km de réseaux à haute et très haute tension. Le Groupe participe à la fourniture d'énergies et de services à près de 28 millions de clients en France. Le Groupe a réalisé en 2010 un chiffre d'affaires consolidé de 65,2 milliards d'euros dont 44,5 % hors de France. EDF, cotée à la Bourse de Paris, est membre de l'indice CAC 40.

CONTACTS :

Presse : Carole Trivi +33 (1) 40 42 44 19

Analystes et investisseurs :

Carine de Boissezon +33 (1) 40 42 45 53

David Newhouse +33 (1) 40 42 32 45



*Un geste simple pour l'environnement,
n'imprimez ce message que si vous en avez l'utilité.*



ANNEXES

Evolution du chiffre d'affaires

| <i>En millions d'euros</i> | 2009 | 2010 | Evolution |
|---|-------------|-------------|------------------|
| France | 34 075 | 36 167 | 6,1% |
| Royaume-Uni | 11 236 | 10 683 | -4,9% |
| Italie | 4 870 | 5 647 | 16% |
| Autre international | 3 442 | 6 878 | 99,8% |
| Autres activités | 5 517 | 5 790 | 4,9% |
| Total International & Autres activités | 25 065 | 28 998 | 15,7% |
| Total GROUPE | 59 140 | 65 165 | 10,2% |

Evolution de l'EBITDA (Excédent brut d'exploitation)

| <i>En millions d'euros</i> | 2009 | 2010 | Evolution |
|---|-------------|-------------|------------------|
| France | 9 403 | 10 124 | 7,7% |
| Royaume-Uni | 3 063 | 2 732 | -10,8% |
| Italie | 795 | 801 | 0,8% |
| Autre international | 654 | 1 084 | 65,7% |
| Autres activités | 2 014 | 1 882 | -6,6% |
| Total International & Autres activités | 6 526 | 6 499 | -0,4% |
| Total GROUPE | 15 929 | 16 623 | 4,4% |

Les données publiées au titre de l'exercice 2009 ont été retraitées de l'impact lié à l'application des interprétations IFRIC 18 « Transferts d'actifs provenant de clients », IFRIC 12 « Accords de concession de services », de la norme IFRS 5 « Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées » et du changement de présentation de la variation nette de juste valeur sur instruments dérivés Energie et Matières Premières hors activités de trading.



Comptes de résultat consolidés

| (en millions d'euros) | 2010 | 2009 ⁽¹⁾ |
|---|----------------|---------------------|
| Chiffre d'affaires | 65 165 | 59 140 |
| Achats de combustible et d'énergie | (26 021) | (22 590) |
| Autres consommations externes | (10 582) | (10 213) |
| Charges de personnel | (11 422) | (10 708) |
| Impôts et taxes | (3 227) | (2 902) |
| Autres produits et charges opérationnels | 3 090 | 3 202 |
| Prolongation du TaRTAM - Lois du 7 juin 2010 et du 7 décembre 2010 | (380) | - |
| Excédent brut d'exploitation | 16 623 | 15 929 |
| Variations nettes de juste valeur sur instruments dérivés Energie et Matières Premières hors activités de trading | 15 | 539 |
| Dotations aux amortissements | (7 426) | (6 796) |
| Dotations nettes aux provisions pour renouvellement des immobilisations en concession | (428) | (490) |
| (Pertes de valeur) / reprises | (1 743) | (49) |
| Autres produits et charges d'exploitation | (801) | 173 |
| Résultat d'exploitation | 6 240 | 9 306 |
| Coût de l'endettement financier brut | (2 754) | (2 529) |
| Charges d'actualisation | (3 134) | (2 997) |
| Autres produits et charges financiers | 1 462 | 1 322 |
| Résultat financier | (4 426) | (4 204) |
| Résultat avant impôts des sociétés intégrées | 1 814 | 5 102 |
| Impôts sur les résultats | (1 079) | (1 432) |
| Quote-part de résultat net des entreprises associées | 134 | 104 |
| Résultat net des activités en cours de cession | 380 | 311 |
| Résultat net consolidé | 1 249 | 4 085 |
| Dont résultat net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle | 229 | 183 |
| Résultat net des activités poursuivies | 235 | 158 |
| Résultat net des activités en cours de cession | (6) | 25 |
| Dont résultat net - part du Groupe | 1 020 | 3 902 |
| Résultat net des activités poursuivies | 634 | 3 616 |
| Résultat net des activités en cours de cession | 386 | 286 |

(1) Les données publiées au titre de l'exercice 2009 ont été retraitées de l'impact lié à l'application des interprétations IFRIC 18 « Transferts d'actifs provenant de clients », IFRIC 12 « Accords de concession de services », de la norme IFRS 5 « Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées » et du changement de présentation de la variation nette de juste valeur sur instruments dérivés Energie et Matières Premières hors activités de trading.



Bilans consolidés

| ACTIF (en millions d'euros) | 31.12.2010 | 31.12.2009 ⁽¹⁾ |
|--|-------------------|----------------------------------|
| Goodwill | 12 028 | 13 526 |
| Autres actifs incorporels | 4 616 | 5 579 |
| Immobilisations en concessions de distribution publique d'électricité en France | 43 905 | 42 451 |
| Immobilisations en concessions des autres activités | 6 027 | 26 857 |
| Immobilisations de production et autres immobilisations corporelles du domaine propre | 57 268 | 58 734 |
| Participations dans les entreprises associées | 7 854 | 4 421 |
| Actifs financiers non courants | 24 921 | 24 498 |
| Impôts différés | 2 125 | 2 490 |
| Actif non courant | 158 744 | 178 556 |
| Stocks | 12 685 | 12 662 |
| Clients et comptes rattachés | 19 524 | 19 633 |
| Actifs financiers courants | 16 788 | 12 450 |
| Actifs d'impôts courants | 525 | 376 |
| Autres débiteurs | 9 319 | 8 111 |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie | 4 829 | 6 982 |
| Actif courant | 63 670 | 60 214 |
| Actifs détenus en vue de leur vente | 18 145 | 1 265 |
| Total de l'actif | 240 559 | 240 035 |
| CAPITAUX PROPRES ET PASSIF (en millions d'euros) | 31.12.2010 | 31.12.2009 ⁽¹⁾ |
| Capital | 924 | 924 |
| Réserves et résultats consolidés | 30 393 | 28 967 |
| Capitaux propres - part du Groupe | 31 317 | 29 891 |
| Intérêts attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle | 5 586 | 4 776 |
| Total des capitaux propres | 36 903 | 34 667 |
| Provisions pour aval du cycle nucléaire | 17 000 | 17 531 |
| Provisions pour déconstruction et pour derniers cœurs | 19 383 | 20 003 |
| Provisions pour avantages du personnel | 11 745 | 13 412 |
| Autres provisions | 1 337 | 1 188 |
| Provisions non courantes | 49 465 | 52 134 |
| Droits des concédants sur les biens en concessions de distribution publique d'électricité en France existants | 20 318 | 19 667 |
| Droits des concédants sur les biens en concessions de distribution publique d'électricité en France à renouveler | 20 843 | 20 210 |
| Passifs financiers non courants | 40 646 | 44 755 |
| Autres créditeurs | 4 965 | 3 360 |
| Impôts différés | 4 894 | 7 654 |
| Passif non courant | 141 131 | 147 780 |
| Provisions | 5 010 | 5 858 |
| Fournisseurs et comptes rattachés | 12 805 | 13 348 |
| Passifs financiers courants | 12 766 | 16 560 |
| Dettes d'impôts courants | 396 | 564 |
| Autres créditeurs | 18 674 | 20 847 |
| Passif courant | 49 651 | 57 177 |
| Passifs liés aux actifs détenus en vue de leur vente | 12 874 | 411 |
| Total des capitaux propres et du passif | 240 559 | 240 035 |

(1) Les données publiées au titre de l'exercice 2009 ont été retraitées de l'impact lié à l'application des interprétations IFRIC 18 et IFRIC 12.



Tableaux de flux de trésorerie consolidés

| (en millions d'euros) | 2010 | 2009 ⁽¹⁾ |
|--|-----------------|---------------------|
| Opérations d'exploitation : | | |
| Résultat avant impôt des sociétés intégrées | 1 814 | 5 102 |
| Pertes de valeur (reprises) | 1 743 | 49 |
| Amortissements, provisions et variations de juste valeur | 9 858 | 7 563 |
| Produits et charges financiers | 1 918 | 1 441 |
| Dividendes reçus des entreprises associées | 112 | 104 |
| Plus ou moins-values de cession | 164 | (566) |
| Variation du besoin en fonds de roulement | (335) | (1 468) |
| Flux de trésorerie nets générés par l'exploitation | 15 274 | 12 225 |
| Frais financiers nets décaissés | (2 197) | (1 367) |
| Impôts sur le résultat payés | (1 967) | (869) |
| Annulation de la décision de la Commission européenne | - | 1 224 |
| Flux de trésorerie nets générés par les activités opérationnelles | 11 110 | 11 213 |
| Opérations d'investissement : | | |
| Acquisitions / cessions de sociétés sous déduction de la trésorerie (acquise / cédée) ⁽²⁾ | 3 398 | (14 120) |
| Acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles | (12 241) | (11 777) |
| Cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles | 188 | 201 |
| Variations d'actifs financiers | (6 272) | 462 |
| Flux de trésorerie nets liés aux activités d'investissement | (14 927) | (25 234) |
| Opérations de financement : | | |
| Transactions avec les participations ne donnant pas le contrôle ⁽³⁾ | (59) | 2 350 |
| Dividendes versés par EDF | (2 163) | (1 228) |
| Dividendes versés aux participations ne donnant pas le contrôle | (190) | (61) |
| Actions propres | (10) | 12 |
| Flux de trésorerie avec les actionnaires | (2 422) | 1 073 |
| Emissions d'emprunts | 8 642 | 29 272 |
| Remboursements d'emprunts | (4 652) | (15 244) |
| Augmentation des passifs spécifiques des concessions | 231 | 253 |
| Subventions d'investissement | 149 | 213 |
| Autres flux de trésorerie liés aux activités de financement | 4 370 | 14 494 |
| Flux de trésorerie nets liés aux activités de financement | 1 948 | 15 567 |
| Flux de trésorerie des activités poursuivies | (1 869) | 1 546 |
| Flux de trésorerie des activités en cours de cession | 357 | (206) |
| Variation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie | (1 512) | 1 340 |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture | 6 982 | 5 869 |
| Variation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie | (1 512) | 1 340 |
| Incidence des variations de change | 76 | (237) |
| Produits financiers sur disponibilités et équivalents de trésorerie | 29 | 45 |
| Incidence des autres reclassements | (8) | (35) |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture | 5 567 | 6 982 |

En application de la norme IFRS 5, la variation nette de trésorerie des activités en cours de cession est présentée sur une ligne distincte du tableau de flux de trésorerie pour les exercices présentés.

(1) Les données publiées au titre de l'exercice 2009 ont été retraitées de l'impact lié à l'application des interprétations IFRIC 18, IFRIC 12, et des normes IFRS 5 et IAS 27 amendée « Etats financiers consolidés et individuels ».

(2) En 2009, l'offre publique d'achat et l'offre publique de retrait de British Energy se sont traduites par un règlement net de la trésorerie reçue de 8 908 millions de livres sterling (9 519 millions d'euros). Par ailleurs, l'acquisition de la participation de 49,99% dans CEENG a conduit à un apport complémentaire de 3 502 millions de dollars (2 508 millions d'euros).

(3) Apports par augmentations ou réductions de capital et acquisitions d'intérêts complémentaires dans des sociétés contrôlées. En 2009, ce montant inclut la cession d'une participation de 20% dans Lake Acquisitions / British Energy à Centrica pour 2 215 millions de livres sterling (2 470 millions d'euros).



Evolution de l'endettement financier net

(en millions d'euros)

| | 2010 | 2009 |
|--|---------------|-----------------|
| Excédent brut d'exploitation | 16 623 | 15 929 |
| Neutralisation des éléments non monétaires inclus dans l'excédent brut d'exploitation | (1 165) | (2 320) |
| Frais financiers nets décaissés | (2 197) | (1 367) |
| Impôt sur le résultat payé | (1 967) | (869) |
| Autres éléments | 152 | 84 |
| Cash Flow opérationnel | 11 446 | 11 457 |
| Variation du besoin en fonds de roulement net ⁽¹⁾ | 298 | (863) |
| Investissements opérationnels (Capex Bruts) nets des cessions | (12 053) | (11 576) |
| Eléments non récurrents ⁽²⁾ | - | 1 224 |
| Free cash flow | (309) | 242 |
| Dotation aux actifs dédiés France | (1 343) | (1 902) |
| Investissements financiers ⁽³⁾ | 3 613 | (12 932) |
| Dividendes versés | (2 353) | (1 289) |
| Autres variations | (287) | (696) |
| (Augmentation) / diminution de l'endettement financier net, hors effets de périmètre et de change | (679) | (16 577) |
| Effet de variation du périmètre ⁽⁴⁾ | 9 358 | 577 |
| Effet de la variation de change | (782) | (758) |
| Autres variations non monétaires | 15 | (319) |
| (Augmentation) / Diminution de l'endettement financier net des activités poursuivies | 7 912 | (17 077) |
| (Augmentation) / Diminution de l'endettement financier net des activités en cours de cession | 195 | (943) |
| Endettement financier net ouverture | 42 496 | 24 476 |
| Endettement financier net clôture | 34 389 | 42 496 |

(1) La variation du besoin en fonds de roulement net présentée dans l'évolution de l'endettement financier net est différente de la variation du besoin en fonds de roulement présentée dans le tableau de flux de trésorerie consolidé. Elle n'inclut pas le versement de la soulte libératoire pour le démantèlement de La Hague suite à l'accord 2008 EDF - AREVA (633) millions d'euros en 2010 et (605) millions d'euros en 2009, qui est présenté en « Autres variations ».

(2) Annulation de la décision de la Commission européenne.

(3) Les investissements financiers de l'exercice 2010 concernent principalement l'encaissement du prix de cession des réseaux de distribution d'électricité britanniques pour 3 655 millions d'euros.

(4) L'effet de variation de périmètre intègre une diminution de l'endettement financier net de 6 341 millions d'euros relative au changement de mode de consolidation de RTE et de 2 991 millions d'euros relative à la déconsolidation de la dette des réseaux de distribution d'électricité britanniques.

